



Numéro 3 – Du 15 au 26 mars 2010

## A la une

### • Les présidents de région soutiennent les entreprises – 03/2010

Le développement économique revêt trois aspects dans cette mandature : les emplois verts, l'innovation et l'émergence de l'économie sociale et solidaire. La plupart des présidents se sont mis d'accord pour favoriser le développement des régions en stimulant l'innovation des entreprises et en favorisant leur rapprochement avec la filière verte, estimée être une filière d'avenir.

Ainsi, Laurent BEAUVAIS, président de la région Basse-Normandie précise qu' « *un fil vert viendra porter les moments forts de [la] mandature* ».

D'autres présidents de région ont souhaité mettre en avant l'importance de la sécurisation de l'emploi et des parcours de qualification, c'est notamment le cas de Jean-Yves LE DRIAN, président de la région Bretagne.

Jean-Paul BACHY, président de la région Champagne-Ardenne, l'a d'ailleurs déclaré : « *Les tâches qui nous attendent sont immenses. Création d'emplois, protection de l'environnement [...] lutte contre les inégalités sont de grands chantiers qui vont requérir notre attention privilégiée, dans un contexte où l'argent public est rare, et où le pouvoir d'achat des familles, et les marges d'initiative des entreprises doivent être préservés. Il nous faudra donc de la sagesse, autant que de l'audace.* »

D'autre part, les présidents socialistes se sont attachés à expliquer qu'il fallait d'urgence rendre une place à « l'humain » dans les politiques régionales et gouvernementales comme l'a synthétisé Jean-Pierre MASSERET, président du Conseil Régional de Lorraine : « *Aujourd'hui nous devons mettre de l'humain dans nos politiques régionales. Il faut accompagner le développement économique, la création de richesses. Il faut le faire dans l'innovation, dans la recherche, dans les transferts de technologies, dans l'accompagnement des filières existantes pour les mutations, dans les discussions avec les branches d'activité, branche d'activité par branche d'activité et notamment lorsqu'il va s'agir pour nous de revisiter l'ensemble des modes d'intervention, notamment pour aller dans la direction du développement durable.* » Cette politique qui recentre l'humain au cœur des actions régionales fait écho à l'émergence d'une économie sociale et solidaire, véritable pilier sur lequel s'appuie les présidents de régions.

## Nominations

• **Jeannette BOUGRAB** a été désignée par Nicolas SARKOZY à la présidence de la Haute autorité de lutte contre les discriminations (HALDE) – **24/03/2010**

• **Claude VALLEIX**, préfet, ancien préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Haute-Marne puis de l'Ardèche, a été nommé conseiller auprès du président-directeur général d'Oséo – **17/03/2010**

• **Stéphane CARCILLO**, maître de conférences a rejoint l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), en qualité d'économiste à la division des politiques sociales – **16/03/2010**

• **Yves BUEY**, ingénieur général de l'armement, a rejoint récemment la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts) – **16/03/2010**

• **Jean-Philippe THIERRY**, président d'honneur d'Allianz France, et **Danièle NOUY** ont été respectivement nommés vice-président et secrétaire générale de l'Autorité de contrôle prudentiel de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP). Cette autorité a été créée récemment, et est issue de la fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance

(Commission bancaire, Acam, Cecei et CEA). Elle est présidée par Christian NOYER, gouverneur de la Banque de France – **16/03/2010**

## **Consommation**

- **Rapport sur le développement du micro-crédit personnel et professionnel – 16/03/2010**

Christine LAGARDE a publié le rapport de l'inspection générale des finances. Ce dernier établit un bilan globalement positif de l'action des acteurs du micro-crédit en France et met en lumière divers points d'amélioration. Christine LAGARDE annonce en conséquence quatre mesures pour favoriser le développement du micro-crédit personnel et professionnel : faciliter le financement des associations de micro-crédit ; renforcer l'efficacité des dispositifs publics d'appui au micro-crédit ; informer le public sur l'effort des banques en matière de micro-crédit ; Christine LAGARDE appelle le Conseil national de l'information statistique (CNIS) à proposer rapidement un cadre statistique normalisé pour les activités de micro-crédit en France.

- **Christine LAGARDE : « Je veux protéger les consommateurs sans décourager le crédit à la consommation » – 24/03/2010**

Christine LAGARDE, ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, a rappelé les principales avancées de la réforme : protéger les consommateurs en supprimant les points noirs du crédit à la consommation et accompagner les personnes qui connaissent des difficultés d'endettement. Parmi les mesures proposées, on peut citer : la fin des publicités trop agressives, la fin aux crédits qui ne se remboursent jamais, la fin du « tout renouvelable » dans les magasins, la fin des crédits sans garde-fous, le regroupement des crédits, la continuité des services bancaires pour les personnes surendettées, l'accompagnement des personnes surendettées, raccourcir la durée des procédures de surendettement, faciliter le rebond des personnes qui ont connu des difficultés d'endettement.

- **La consommation durable s'installe dans les habitudes du marché – 17/03/2010**

Le bilan des conventions signées par Jean-Louis BORLOO et la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) dans le cadre du Grenelle Environnement a confirmé l'efficacité des engagements pris en faveur d'une consommation durable et plus respectueuse de la planète. La promotion et le développement des gammes bio, l'information auprès des consommateurs ont dopé le marché vert en 2009 : les produits issus de l'agriculture biologique ont connu une croissance de 20 %. Les enseignes ont de leur côté acquis de nouveaux réflexes, elles ont diminué de 85 % la distribution des sacs plastiques, poursuivi leurs efforts sur l'allègement des emballages et rationalisé leur consommation d'énergie.

## **Aides aux entreprises**

- **Double record historique de créations d'entreprises et de créations d'auto-entrepreneurs en février 2010 – 17/03/2010**

Selon les statistiques publiées par l'INSEE, le nombre de créations d'entreprises a battu un nouveau record historique pour atteindre 57 748 en février, soit 12,9% de plus qu'en janvier. Par ailleurs, le nombre de créations d'auto-entrepreneurs a lui aussi atteint un record historique à 35 802 en février.

- **Relance des financements de marché au bénéfice des PME et ETI – 25/03/2010**

Christine LAGARDE a tenu une 2ème réunion de place pour relancer les marchés de PME et ETI cotées, avec les représentants des PME et ETI. Cette réunion fait suite à celle qui s'était tenue le 12 octobre 2009 et qui avait été l'occasion de présenter les conclusions du rapport de Messieurs GIANI et LEFÈVRE « Faciliter l'accès au marché des PME à la recherche de capitaux ». Le financement des PME et ETI est au cœur de la politique économique du Gouvernement. Les marchés ont un rôle à jouer dans ce domaine.

## **Croissance**

- **Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Communication en Conseil des ministres – 17/03/2010**

le Premier ministre a présenté une communication relative à la mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir. L'objet de ce programme est de préparer la France aux enjeux de demain en investissant à hauteur de 35 milliards d'euros dans l'enseignement supérieur et la formation, la recherche, les filières industrielles et les PME, le développement durable et le numérique.

## **Egalité**

- **Signature de la Charte pour l'égalité des chances dans l'accès aux formations d'excellence – 24/03/2010**

Christian ESTROSI, ministre chargé de l'industrie a signé cette charte en compagnie de Yazid SABEG, commissaire à la diversité et à l'égalité des chances et en présence des directeurs des 10 écoles des Mines et des Télécoms sous la tutelle du Ministère de l'Economie de l'Industrie et de l'Emploi.

Cette charte vise à « offrir une orientation valorisante et ambitieuse aux élèves scolarisés dans des zones urbaines sensibles ».

## • **Chiffres-clés de l'égalité femmes-hommes en 2009 – 16/03/2010**

Nadine MORANO s'est exprimé dans le cadre d'un avant-propos sur l'évolution de ces chiffres-clés :

« Depuis 10 ans, le Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFEFH) est à l'initiative d'un document rassemblant les Chiffres-clés de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils apportent un éclairage précis et détaillé sur la situation des femmes dans la société et regroupent les données statistiques disponibles dans les cinq domaines prioritaires de l'action gouvernementale que sont :

- la parité et l'accès des femmes aux responsabilités ;
- l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- l'accès aux droits et le respect de la dignité de la personne ;
- l'articulation des temps de vie ;
- l'Europe et l'international.

[...] Ces données statistiques indiquent que les femmes travaillent de plus en plus, même avec de jeunes enfants, mais que l'égalité professionnelle reste encore un objectif à atteindre. En effet, les femmes sont notamment plus concernées par la pauvreté, en particulier les mères de famille monoparentale ou les femmes âgées. Ces chiffres éclaireront l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, arrêtée sous la Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) ».

## **Tendances : le monde du travail de demain**

### • **L'emploi dans les très petites entreprises en juin 2009 – 23/03/2010**

La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail a publié une étude sur l'emploi dans les TPE. Les très petites entreprises (TPE) regroupent 20 % de l'emploi salarié concurrentiel hors agriculture et hors intérim. Ces entreprises de 1 à 9 salariés recourent davantage à des formes d'emploi à durée limitée, au temps partiel ou à des contrats aidés par l'État que les entreprises de 10 salariés ou plus. Le temps partiel progresse dans les TPE, après un recul quasi régulier depuis juin 2002. En juin 2009, 26 % des salariés des TPE travaillent à temps partiel.

## **Les dates à retenir**

### **Assemblée nationale**

#### **En séance publique**

- PP relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariales sur les conditions d'exercice de la parentalité le 30 mars.

**Commission des Affaires économiques** PJ CCI le 6 avril.

#### **Commission des Affaires sociales**

- Audition de Pierre MAYEUR, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) sur la réforme des retraites le 30 mars.

- Audition de Raoul BRIET, Président du conseil de surveillance du Fonds de réserves des retraites sur la réforme des retraites le 6 avril.

- Audition de Jean-Louis MALYS, secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) sur la réforme des retraites le 7 avril.

- Audition de Claude DOMEIZEL, président du conseil d'administration, et Gérard PERFETTINI, directeur de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), sur la réforme des retraites le 7 avril.

#### **Délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes :**

- Audition de Mme Françoise MILEWSKI, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), sur les femmes et la précarité le 30 mars.

### **Sénat**

#### **En séance publique**

- Questions cibles thématiques sur « l'éducation et l'ascension sociale » le 30 mars.

- Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société le 31 mars.

- PJ relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée le 8 avril

#### **Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes :**

- Audition relative aux modes de scrutin et à leur impact sur l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives locales dans la perspective de l'examen du PJ relatif à l'élection des conseillers territoriaux et au renforcement de la démocratie locale et du PJ relatif à l'élection des membres des conseils des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale :

- Denys POUILLARD, directeur de l'Observatoire de la vie politique et parlementaire le 31 mars.

#### **Commission des finances**

- Auditions sur la prise en compte de la dette publique dans les comptabilités nationales le 31 mars.

- Atelier de travail sur l'évolution du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF), suite à la réforme de la taxe professionnelle, avec Jean-Pierre CHAUVEL, chargé d'étude à l'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France, Eric JALON, directeur général des collectivités locales, Philippe LAURENT, maire de Sceaux, président de la commission des finances de l'Association

des Maires de France (AMF) et président de la commission finances locales de l'Association des Maires d'Île-de-France (AMIF) et Pierre MANSAT, adjoint au maire de Paris en charge de Paris Métropole et des relations avec des collectivités territoriales d'Île-de-France le 31 mars.

Rédactrice : Aglantine PARJADIS  
Mél: [aparjadis@seance-publique.com](mailto:aparjadis@seance-publique.com)  
[www.seance-publique.com](http://www.seance-publique.com)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978,  
vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.  
Si vous souhaitez vous désinscrire, veuillez vous adresser à [Gilles GARROUSTE](#).